



Discours d'ouverture Madame la Conseillère fédérale Karin Keller-Sutter

Occasion : Forum politique à haut niveau de l'OCDE sur la migration et l'intégration

Date et lieu : 16.01.2020, Room CC1, Centre de conférences de l'OCDE, Paris

Seul le texte prononcé fait foi

Excellences, chers experts, chercheurs,
membres de la société civile,
Mesdames, Messieurs,

C'est un honneur de présider ce Forum à Haut Niveau sur le thème de la migration et de l'intégration, organisé par l'OCDE. Merci, Monsieur le Secrétaire général Gurría, pour l'organisation de cet événement, qui représente une excellente opportunité d'échanger et d'apprendre pour ensuite mieux agir.

Cette journée est importante. Si nous sommes aujourd'hui réunis, c'est pour affronter, et surtout anticiper les nombreux défis liés à la migration. Et nous sommes tenus de nous montrer à la hauteur,

décideurs politiques comme membres de la société civile, chercheurs comme employeurs. Tirons ensemble les enseignements du passé. Utilisons cette expérience au présent. Construisons un avenir profitable à tous, grâce à nos connaissances, à notre expérience et à nos échanges.

Mesdames, messieurs, la migration et l'intégration sont deux thématiques complexes. Elles sont avant tout inséparables. L'une ne va pas sans l'autre !

"Wir riefen Arbeitskräfte, und es kamen Menschen", "Nous avons demandé de la main d'œuvre, ce sont des hommes qui sont venus". C'est ce qu'a dit dans les années soixante l'écrivain suisse Max Frisch. Il avait ainsi thématisé la dimension humaine de la migration économique. A cette époque-là, les tensions se faisaient de plus en plus vives en Suisse et ailleurs, avec, ne le cachons pas, une certaine xénophobie.

Mais c'est aussi la situation parfois précaire de ces migrants qui a marqué durablement les esprits en Suisse. Il s'agissait surtout de travailleurs saisonniers. L'idée c'était de les faire venir pour travailler quand on en avait besoin, sans qu'ils s'installent et s'intègrent dans notre société. Une fois le travail saisonnier effectué, ils devaient quitter le territoire suisse. Le regroupement familial n'était pas possible.

On avait alors sous-estimé la dimension humaine de la migration économique. Qu'il s'agisse de migration humanitaire ou économique, il s'agit toujours d'hommes et de femmes cherchant

à améliorer leur condition ou celle des leurs. La plupart des migrants souhaitent être économiquement indépendants, s'installer durablement et construire de nouvelles relations dans leur pays d'accueil.

Il serait toutefois faux, et politiquement irresponsable, de négliger les tensions qui peuvent être causées par ces mouvements de population dans les pays d'accueil. Des valeurs différentes peuvent entrer en conflit. Des tensions peuvent naître lorsque la main-d'œuvre indigène ressent davantage de pression sur le marché de travail. Des craintes de menace à l'identité nationale et d'une compétition accrue sont des raisons pour lesquelles l'immigration est souvent considérée avec scepticisme en Suisse et ailleurs. On ne peut mettre en œuvre une politique migratoire crédible, viable et durable en oubliant ou même niant cette réalité.

Dans ce contexte délicat, une intégration réussie des arrivants est primordiale.

Un système de gestion des migrations juste et efficace

La migration et les questions qu'elle soulève ne sont bien-sûr pas des nouveaux phénomènes. La migration façonne le monde depuis toujours et cela restera vrai dans le futur. Et cette thématique a toujours soulevé de nombreuses questions, tant pour l'Etat lui-même que pour la société civile. Voulons-nous tant d'immigration? L'intégration de ces personnes est-elle possible? L'immigration représente-t-elle un gain ou davantage un poids

pour la société d'accueil? Le marché du travail peut-il absorber cette main d'œuvre supplémentaire?

Pour répondre à ces questions, il est important d'analyser ce qui s'est passé durant cette dernière décennie. Les flux migratoires ont augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE. Les raisons sont multiples. Mentionnons par exemple la crise humanitaire au Moyen-Orient ou encore la crise financière de 2008. Cela a représenté pour beaucoup de nos Etats des défis majeurs que nous avons dû gérer.

Simultanément, pas tous, mais la plupart des pays de l'OCDE ont fait face à une pénurie de main d'œuvre qualifiée due principalement à des facteurs économiques et à d'importantes évolutions technologiques et démographiques. Plusieurs pays, surtout en Europe, sont aujourd'hui en concurrence pour attirer ces spécialistes, dont les compétences rares sont nécessaires à nos économies.

Il nous faut donc tenter de définir ensemble des politiques migratoires et d'intégration pragmatiques et efficaces. Notre objectif commun doit être le suivant : gérer intelligemment chaque type de flux selon le contexte national, qui peut bien sûr différer. Mais dans de nombreux pays de l'OCDE, le scepticisme vis-à-vis de la migration a grandi, ce qui est courant en temps de crise ou de changements sociétaux profonds.

Il serait dangereux et politiquement irresponsable d'occulter ce fait, je le répète. Des solutions durables et crédibles ne peuvent

exister que si les craintes de la population sont entendues et prises en compte. De même il est essentiel d'exiger de la part des arrivants qu'ils fassent des efforts d'intégration. Laisser des communautés vivre en parallèle n'est pas une vision durable de la politique migratoire.

Il nous faut un système de gestion des migrations à même de recruter efficacement les talents dont nos économies ont besoin, pour une prospérité durable et juste. Mais cela implique également la mise en place de mesures à même de soutenir la main d'œuvre indigène face à cette nouvelle concurrence étrangère sur le marché de l'emploi. Il faut trouver un point d'équilibre entre ouverture et protection légitime de la main d'œuvre indigène. Mais ce n'est pas tout. La migration humanitaire régulière représente des défis spécifiques. Cette valeur d'accueil nous est chère. En parallèle, il est également fondamental de promulguer des politiques adéquates afin de prévenir la migration irrégulière et les abus perpétrés à l'encontre des plus vulnérables.

Une politique d'intégration réussie intègre la société dans son ensemble

Mesdames, Messieurs, pour chacun de ces types de flux, la politique migratoire et la politique d'intégration représentent les deux faces d'une même médaille, comme l'a compris l'OCDE depuis de nombreuses années.

C'est également la manière dont nous appréhendons ces thématiques en Suisse. Car elle est depuis longtemps une terre d'immigration. Sur les 8,4 millions d'habitants recensés en 2016, 2,1 millions de personnes ne détenaient pas la nationalité suisse. Ainsi, 27% des personnes actives en Suisse sont étrangères.

De ce fait, une politique migratoire et d'intégration crédible a comme objectif premier que chaque migrant puisse gagner sa vie, comprendre et interagir avec la société d'accueil mais aussi connaître et respecter ses droits et ses devoirs. Pour atteindre au mieux cet objectif, nous appliquons systématiquement le principe "promouvoir et exiger". Les indicateurs de l'OCDE témoignent de la réussite de cette approche.

Cette politique d'intégration globale nous a également permis de faire face au nombre élevé de réfugiés arrivés en Suisse ces dernières années, surtout en 2015.

Finalement, comme mis en évidence par l'OCDE, la réussite de l'intégration sociale dépend largement de la participation de la société dans son ensemble. Car cela n'est possible que si tous les partenaires sociaux, les entreprises, les organisations de la société civile et les citoyens, s'impliquent dans la réalisation de cette mission exigeante. En privilégiant une approche "bottom up", de la base vers le haut, nous essayons d'être au plus proche du terrain et des besoins réels.

Une meilleure utilisation du potentiel de main-d'œuvre national

Une gestion cohérente de l'immigration nous est nécessaire. Nos économies étant dynamiques et innovantes, nous avons besoin de travailleurs qualifiés pouvant compenser le vieillissement de nos populations au niveau national. Toutefois, ce besoin en main d'œuvre étrangère soulève déjà de nombreux défis politiques qui ne feront que s'intensifier dans le futur.

Car bien que le recrutement de spécialistes qualifiés dans le monde entier nous soit indispensable, il ne faut pas en oublier de protéger nos citoyens. C'est pourquoi une politique d'immigration réussie doit impliquer et être appliquée par tous les acteurs gravitant autour de cette thématique. Elle doit viser à la fois l'intégration rapide des immigrants mais aussi l'exploitation maximale du potentiel de main d'œuvre nationale.

Une intégration réussie de tous n'est possible que si la migration n'est pas perçue comme une menace par nos citoyens. C'est pourquoi il est important de mettre en place des instruments à même de renforcer le sentiment de sécurité de nos populations tout en empêchant la stigmatisation.

Je l'ai déjà dit : La migration et l'intégration vont de pair et concernent la société dans son ensemble. C'est donc à juste titre que la conférence d'aujourd'hui s'intitule "Building A Whole-of-society Approach to emerging Migration and Integration Challenges". Il nous faut tirer les leçons du passé afin de

construire au présent les conditions de notre réussite future. De quelle politique migratoire et d'intégration devons-nous nous doter ces prochaines années ? Comment pouvons-nous nous y préparer au mieux ?

Je sais qu'il n'existe aucune réponse simple à ces questions. Mais un enseignement passé et l'échange des idées pour mieux affronter les défis actuels et futurs demeurent pour moi centraux.

Mesdames, Messieurs, Il est de notre devoir de mettre en place les bonnes politiques qui déboucheront sur les bonnes pratiques à même de construire et faire perdurer une société profitable et juste.

Je vous ai parlé de l'expérience de la Suisse. De ses défis et de ses réussites. Il est toutefois important d'adapter chaque politique publique en fonction du contexte national particulier de chaque pays et de ses défis particuliers. Et à cet effet, les travaux de l'OCDE nous sont précieux. Le recueil de données et d'expériences auprès de tous les pays membres, mais aussi le partage avec les milieux universitaires permet de fournir des analyses thématiques d'une qualité exceptionnelle à même de guider nos pas. Ceci est aussi important pour les décideurs politiques, pour les scientifiques que pour la société civile, qui a à sa portée la clé d'une compréhension étendue des thématiques migratoires, toujours plus complexes. C'est de cette connaissance qu'il faut nous saisir. Il s'agit là de l'outil premier permettant la mise en place de politiques bonnes, efficaces, intelligentes pour

la société dans son ensemble. Ces politiques publiques éclairées, élaborées par tous de manière collaborative et inclusive, sont quant à elles un moyen important de gagner la confiance du public.

Nous sommes réunis aujourd'hui à cet effet. Je remercie l'OCDE de nous avoir conviés à cette réunion et de nous fournir les bases scientifiques qui nous permettent de définir des buts clairs et mesurables pour nos politiques migratoires. Et je suis reconnaissante que chacun de vous ait pris sur son temps pour participer à ces échanges, à cette réflexion globale. Les faits sont devant nos yeux, la connaissance et l'expertise ne manquent pas. Appuyons-nous sur ce qui est pour décider et promouvoir, ensemble, ce qui sera. Je vous invite à partager vos savoirs, votre expertise, votre expérience et ce à l'occasion des divers ateliers, présentations ou panels auxquels nous assisterons.

Je vous remercie.